Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : La Vallée-de-la-Gatineau

Code géographique : AR830

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claude-Ann Langevin, CPA, CGA, atteste la véracité du rapport financier

de La Vallée-de-la-Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2020-05-19

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil des maires de la
Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Dignard Éthier CPA Inc.

Simon Thibault, CPA auditeur, CGA

Chelsea, Québec

Le 19 mai 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	4 499 213	4 520 558	4 532 699
Transferts	4	2 367 841	3 809 553	2 917 082
Services rendus	5	1 983 206	2 899 267	2 802 334
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	5 000	71 127	55 113
Autres revenus	10	803 168	(139 947)	67 687
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 658 428	11 160 558	10 374 915
Charges				
Administration générale	14	3 006 274	3 395 641	3 102 270
Sécurité publique	15	195 732	193 061	233 783
Transport	16	501 383	632 013	727 861
Hygiène du milieu	17	2 130 237	2 689 735	2 493 464
Santé et bien-être	18	274 750	611 045	570 011
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 461 010	2 648 317	2 306 580
Loisirs et culture	20	324 382	393 256	363 316
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	80 907	152 148	165 498
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 974 675	10 715 216	9 962 783
Excédent (déficit) de l'exercice	25	683 753	445 342	412 132
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		3 398 539	3 974 438
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			(988 031)
Solde redressé	28		3 398 539	2 986 407
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		3 843 881	3 398 539

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 878 301	1 233 743
Débiteurs (note 5)	2	1 318 201	1 630 968
Prêts (note 6)	3	1 073 932	739 019
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 270 434	3 603 730
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	793 181	141 794
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 350 834	1 337 494
Revenus reportés (note 12)	12	692 379	652 392
Dette à long terme (note 13)	13	6 363 622	6 728 222
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	9 200 016	8 859 902
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(4 929 582)	(5 256 172)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	8 721 962	8 532 281
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		14 216
Autres actifs non financiers (note 17)	20	51 501	108 214
	21	8 773 463	8 654 711
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	3 843 881	3 398 539

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	683 753	445 342	412 132
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	( )	(1 006 542)	(1 065 350)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		630 785	590 424
(Gain) perte sur cession	5		186 076	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(189 681)	(474 926)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		14 216	(14 216)
Variation des autres actifs non financiers	10		56 713	(43 834)
	11		70 929	(58 050)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	683 753	326 590	(120 844)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(5 256 172)	(4 147 297)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			(988 031)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(5 256 172)	(5 135 328)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(4 929 582)	(5 256 172)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	445 342	412 132
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	630 785	590 424
Autres			
-	3		174 128
-	4		
	5	1 076 127	1 176 684
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	312 767	209 945
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	13 340	67 027
Revenus reportés	9	39 987	146 745
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	14 216	(14 216)
Autres actifs non financiers	13	56 713	(43 834)
	14	1 513 150	1 542 351
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 006 542)	(1 065 350)
Produit de cession	16	186 076	
	17	(820 466)	(1 065 350)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(334 913)	(225 000)
Remboursement ou cession	19		(87 064)
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	(334 913)	(312 064)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 545 305	1 500 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 909 905)	(1 643 800)
Variation nette des emprunts temporaires	25	651 387	(1 358 206)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	286 787	(1 502 006)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	644 558	(1 337 069)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 233 743	2 384 429
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		186 383
Solde redressé	33	1 233 743	2 570 812
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 878 301	1 233 743

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau est un organisme municipal existant en vertu de l'article 166 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

La municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat de type commercial. Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placement de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût. Les placements sont constitués d'un dépôt à terme dont le taux est de 1,20 %.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêt

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charge à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour designer les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation, à compter de la date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructure	10, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	10 ans
Équipements informatique	5 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

avantages économique futurs qui se rattachent à une immobilisations est inférieur à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux, fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques, fonds de développement des territoires et autres fonds spécifiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à prestations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement relié au Fonds Local d'Investissement (FLI): au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Au cours du présent exercice, la municipalité a adopté la norme *SP 3430 - Opérations de restructuration*. Le chapitre SP 3430 s'applique aux opérations de restructuration qui ont lieu au cours des exercices ouvert à compter du 1er avril 2018. Selon le chapitre SP 3430, le cessionnaire d'une opération de restructuration dans laquelle des actifs et des responsabilités connexes sont reçues doit comptabiliser des actifs à leur valeur comptable attribuée par le cédant.
L'application du présent chapitre n'est pas soumise aux dispositions du chapitre SP 2120 - Modifications comptables.
Cette nouvelle norme est appliquée de façon prospective.

Aucun traitement comptable n'a été fait lors de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 687 783	1 045 496
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	190 518	188 247
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 878 301	1 233 743
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	961 932	1 127 004
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

L'encaisse affectée est constituée de sommes se retrouvant dans des comptes bancaires distincts affectées pour, le Fonds local d'investissement et le Fonds local de solidarité.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	573 752	599 507
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	50 733	223 025
Organismes municipaux	15	211 792	491 613
Autres			
-	16	481 924	316 823
-	17		
	18	1 318 201	1 630 968
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19		
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	52 252	20 000

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- FLI	26	1 073 932	739 019
-	27		
	28	1 073 932	739 019
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	42 670	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	145 420	147 109
Régimes de retraite des élus municipaux	42	27 901	29 123
	43	173 321	176 232

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018

10. Emprunts temporaires

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 300 000 $ et porte intérêt au taux préférentiel plus 1 % dont le solde au 31 décembre 2019 totalise 197 489 $ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 700 000 $ et porte intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % dont le solde impayé au 31 décembre 2019 totalise 0 $ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 50 000 $ et porte intérêt au taux préférentiel dont le solde impayé au 31 décembre 2019 totalise 0 $ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 250 000 $ et porte intérêt au taux préférentiel dont le solde impayé au 31 décembre 2019 totalise 0 $ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 50 000 $ et porte intérêt au taux préférentiel dont le solde impayé au 31 décembre 2019 totalise 0 $ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'un prêt à terme aux entreprises correspondant à 1 800 000 $ et porte intérêt à 4,95 % dont le solde impayé au 31 décembre 2019 totalise 595 693 $ et renouvelable annuellement.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	449 046	440 886
Salaires et avantages sociaux	48	273 713	238 605
Dépôts et retenues de garantie	49	10 000	29 700
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Engagements FDT	53	618 075	478 303
- Piste cyclable	54		150 000
-	55		
-	56		
-	57		
	58	1 350 834	1 337 494

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		184 806
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transferts	68	692 379	467 586
-	69		
-	70		
-	71		
	72	692 379	652 392

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	3,08	2026	2038	73	4 333 000	4 688 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	4,75	4,75	2021	2027	80	2 030 622	2 040 022
					81	6 363 622	6 728 222
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( )	( )
					83	6 363 622	6 728 222

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2019
2020	84		92	364 700	100		109		117	364 700
2021	85		93	374 300	101		110	2 015 622	118	2 389 922
2022	86		94	309 700	102		111		119	309 700
2023	87		95	318 500	103		112		120	318 500
2024	88		96	326 600	104		113		121	326 600
2025 et +	89		97	2 639 200	105		114	15 000	122	2 654 200
	90		98	4 333 000	106		115	2 030 622	123	6 363 622
Intérêts et frais accessoires					107	( )			124	( )
	91		99	4 333 000	108		116	2 030 622	125	6 363 622

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(4 929 582)	(5 256 172)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(4 929 582)	(5 256 172)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130		158		185		212	
Eaux usées	131	4 576 910	159		186		213	4 576 910
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132		160		187		214	
Autres	133	5 580 062	161	19 354	188		215	5 599 416
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	640 555	163	1 728	190	(29 078)	217	671 361
Améliorations locatives	136	120 252	164		191		218	120 252
Véhicules	137	69 229	165	119 158	192		219	188 387
Ameublement et équipement de bureau	138	1 376 427	166	79 715	193	512 824	220	943 318
Machinerie, outillage et équipement divers	139	23 677	167		194		221	23 677
Terrains	140	39 022	168		195	(150 000)	222	189 022
Autres	141	3 139 625	169	509 504	196	(83 320)	223	3 732 449
	142	15 565 759	170	729 459	197	250 426	224	16 044 792
Immobilisations en cours	143	210 215	171	277 083	198	182 683	225	304 615
	144	15 775 974	172	1 006 542	199	433 109	226	16 349 407
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145		173		200		227	
Eaux usées	146	2 919 036	174	226 477	201		228	3 145 513
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147		175		202		229	
Autres	148	2 371 613	176	254 497	203		230	2 626 110
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	296 945	178	16 666	205		232	313 611
Améliorations locatives	151	104 173	179	12 796	206		233	116 969
Véhicules	152		180	12 881	207		234	12 881
Ameublement et équipement de bureau	153	1 361 517	181	17 622	208	247 033	235	1 132 106
Machinerie, outillage et équipement divers	154		182	2 368	209		236	2 368
Autres	155	190 409	183	87 478	210		237	277 887
	156	7 243 693	184	630 785	211	247 033	238	7 627 445
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	8 532 281					239	8 721 962
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- frais payés d'avances	256	51 501	108 214
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	51 501	108 214
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

S.O.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels

S/O

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018
	262		

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/0

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dettes nettes) ne comportent pas de comparaison avec les données budgétaires.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25 Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 20 mai 2020, la municipalité est au courant de changements futurs dans ses activités à la suite de la crise de la COVID-19.

La direction n'est pas certaine de l'incidence de ces changements sur ses états financiers et croit que toute perturbation pourrait être temporaire; cependant, il existe une incertitude quant à la durée et à l'impact potentiel de cette perturbation sur les activités annuelles.

En conséquence, la direction n'est pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'organisme en date de ces états financiers. Les impacts seront comptabilisés au moment où ils seront connus et pourront faire l'objet d'une évaluation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	4 499 213	4 520 558		4 520 558	4 532 699
Transferts	4	2 367 841	3 160 673		3 160 673	2 525 968
Services rendus	5	2 540 874	2 899 267		2 899 267	2 802 334
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	15 000	71 127		71 127	55 113
Autres revenus	10	235 500	(139 947)		(139 947)	67 687
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	9 658 428	10 511 678		10 511 678	9 983 801
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		648 880		648 880	391 114
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		648 880		648 880	391 114
	21	9 658 428	11 160 558		11 160 558	10 374 915
Charges						
Administration générale	22	3 006 274	3 183 074	212 567	3 395 641	3 102 270
Sécurité publique	23	195 732	193 061		193 061	233 783
Transport	24	501 383	632 013		632 013	727 861
Hygiène du milieu	25	2 130 237	2 362 745	326 990	2 689 735	2 493 464
Santé et bien-être	26	274 750	611 045		611 045	570 011
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 461 010	2 648 317		2 648 317	2 306 580
Loisirs et culture	28	324 382	302 028	91 228	393 256	363 316
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	80 907	152 148		152 148	165 498
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		630 785	(630 785)		
	33	8 974 675	10 715 216		10 715 216	9 962 783
Excédent (déficit) de l'exercice	34	683 753	445 342		445 342	412 132

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	683 753	445 342	412 132
Moins: revenus d'investissement	2	( )	(648 880)	(391 114)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	683 753	(203 538)	21 018
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4		630 785	590 424
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6		186 076	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		816 861	590 424
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			(87 064)
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			(87 064)
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(379 600)	(379 600)	(317 900)
	18	(379 600)	(379 600)	(317 900)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(288)	(7 296)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(152 460)	(15 258)	
Excédent de fonctionnement affecté	21	(103 867)	14 571	17 086
Réserves financières et fonds réservés	22	(47 826)	(52 703)	9 038
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(304 153)	(53 678)	18 828
	26	(683 753)	383 583	204 288
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		180 045	225 306

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	648 880	391 114
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(178 179)	(44 724)
Sécurité publique	3	( )	(92 905)
Transport	4	( )	( )
Hygiène du milieu	5	(99 691)	(7 296)
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(217 440)	(39 022)
Loisirs et culture	8	(511 232)	(881 403)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(1 006 542)	(1 065 350)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	(362 585)	(225 000)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	(15 000)	1 500 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	288	7 296
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	65 738	
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	396 743	225 000
	18	462 769	232 296
	19	(921 358)	441 946
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(272 478)	833 060

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	2 765 700	2 809 836	2 832 787
Charges sociales	2	726 467	717 229	696 555
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	3 461 494	3 822 940	3 280 124
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	80 907	152 148	165 498
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12			
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	1 940 107	2 582 278	2 397 395
Amortissement des immobilisations	17		630 785	590 424
Autres				
-	18			
-	19			
-	20			
	21	8 974 675	10 715 216	9 962 783

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	48 497	39 170
Autres revenus	3		
	4	48 497	39 170
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	42 670	
	7	42 670	
Autres charges	8	950	
	9	43 620	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	4 877	39 170
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	606 449	938 757
Placements de portefeuille	12	190 518	188 247
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	1 116 603	739 019
Provision pour moins-value	15	(42 670)	( )
	16	1 073 933	739 019
	17	1 870 900	1 866 023
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20	2 015 622	2 015 622
	21	2 015 622	2 015 622
Solde du Fonds local d'investissement	22	(144 722)	(149 599)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	23	796 967	1 127 004
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	796 967	1 127 004

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

20 Prêts effectués par le Fonds local d'investissement (18 prêts en 2018), intérêts de 0 % à 6 %, échéant de 2022 à 2039

Note sur la dette à long terme

Emprunt de 2 015 622 $ auprès du Gouvernement du Québec, pour l'établissement d'un Fonds local d'investissement, sans intérêt, remboursable par versements annuels à compter de juin 2021, échéant en juin 2027.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3	150 000	
	4	150 000	
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9	35	
	10	35	
Excédent (déficit) de l'exercice	11	149 965	
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	164 965	
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18	164 965	
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	15 000	
	22	15 000	
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	149 965	
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25	149 965	
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26	164 965	
Supportant les engagements de prêts	27		
	28	164 965	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Crédit variable autorisé de 750 000 $ pour les Fonds locaux de solidarité de la FTQ. Au 31 décembre 2019, le dû est de 15 000 $, intérêts à un taux annuel par tranche déboursée variant de 2 % à 4 %, sans modalités de remboursement.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	417 872	495 478
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3	417 872	495 478
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4	145 490	113 486
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	272 382	381 992
	7	417 872	495 478
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15	417 872	495 478
Excédent (déficit) de l'exercice	16		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	336 962	23 709
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23	336 962	23 709
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25	336 962	23 709
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30	336 962	23 709
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	193 320	(587 964)
Excédent de fonctionnement affecté	2	131 992	848 279
Réserves financières et fonds réservés	3	1 022 614	1 258 984
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(2 030 622)	(2 015 622)
Financement des investissements en cours	5	(936 317)	(663 838)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	5 462 894	4 558 700
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	3 843 881	3 398 539
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	193 320	(587 964)
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		
	11	193 320	(587 964)
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Fonds Hydro Quebec	12	25 308	809 267
- Fonds défense/election	13	39 822	24 441
- Boues septiques	14		14 571
- Genie Municipal	15	66 862	
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	131 992	848 279
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	131 992	848 279
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	60 648	131 980
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	796 966	1 127 004
Fonds local de solidarité	44	165 000	
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 022 614	1 258 984
	48	1 022 614	1 258 984

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	(2 030 622)	(2 015 622)
Autres			
-	72	( )	( )
-	73	( )	( )
	74	(2 030 622)	(2 015 622)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80		
	81	(2 030 622)	(2 015 622)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(936 317)	(663 838)
	84	(936 317)	(663 838)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	8 721 962	8 532 281
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87	1 073 932	739 019
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	9 795 894	9 271 300
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	9 795 894	9 271 300
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(6 363 622)	(6 728 222)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	( )	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	2 030 622	2 015 622
	98	(4 333 000)	(4 712 600)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(4 333 000)	(4 712 600)
	101	5 462 894	4 558 700

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1		2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112		
	113		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif et REER individuel

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115	145 420	147 109

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	6	6
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	27 901	29 123
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	27 901	29 123

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	159 736	190 851	159 736
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	30 000	30 000	30 000
Sécurité civile	56	20 000	71 482	15 111
Autres	57			5 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58		34 033	
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	329 612	427 162	555 262
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67	80 358	80 358	80 358
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	120 000	314 910	122 330
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			23 973
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	89 452	148 371	97 632
Autres	86	40 000	44 166	145 434
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89	15 000	55 000	28 043
Réseau d'électricité	90			
	91	884 158	1 396 333	1 262 879

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			92 905
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124		317 440	39 022
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126		331 440	259 187
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130		648 880	391 114

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136	1 320 683	1 495 489	1 263 089
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138	163 000	268 851	
	139	1 483 683	1 764 340	1 263 089
TOTAL DES TRANSFERTS	140	2 367 841	3 809 553	2 917 082

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			16 656
Évaluation	142			32 000
Autres	143			159 364
	144			208 020
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			112 900
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			112 900
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			33 020
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			33 020
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			2 500
Autres	175			
	176			2 500
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182			356 440

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183			163
Évaluation	184	40 036	32 000	8 036
Autre	185	1 199 798	1 257 323	851 259
	186	1 239 834	1 289 323	859 458
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188	95 000	57 787	
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	95 000	57 787	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203	38 081	33 109	
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	70 000	68 575	68 683
Matières recyclables	206	11 000	11 040	10 460
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210	515 000	493 178	683 374
	211	634 081	605 902	762 517
Santé et bien-être				
Logement social	212	271 750	611 045	567 011
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215	271 750	611 045	567 011
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	87 541	12 875	
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218	2 500	2 500	40 170
Autres	219	195 168	307 735	208 710
	220	285 209	323 110	248 880
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221			
Activités culturelles				
Bibliothèques	222			
Autres	223	15 000	12 100	8 028
	224	15 000	12 100	8 028
Réseau d'électricité	225			
	226	2 540 874	2 899 267	2 445 894
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	2 540 874	2 899 267	2 802 334

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228			
Droits de mutation immobilière	229			
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232			
AMENDES ET PÉNALITÉS	233			
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	15 000	71 127	55 113
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		(186 076)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		26 965	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244		19 164	67 687
	245		(139 947)	67 687
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	460 424	455 936		455 936	500 075
Greffe et application de la loi	2	213 032	241 837		241 837	212 827
Gestion financière et administrative	3	561 447	633 096	212 567	845 663	742 783
Évaluation	4	829 614	857 483		857 483	694 902
Gestion du personnel	5	173 701	166 790		166 790	177 896
Autres						
- baux	6	370 183	389 190		389 190	338 129
- génie, elections	7	397 873	438 742		438 742	435 658
	8	3 006 274	3 183 074	212 567	3 395 641	3 102 270
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9					
Sécurité incendie	10	186 177	147 393		147 393	203 328
Sécurité civile	11	9 555	45 668		45 668	30 455
Autres	12					
	13	195 732	193 061		193 061	233 783
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14					
Enlèvement de la neige	15					
Éclairage des rues	16					
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	473 612	571 162		571 162	699 262
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	27 771	60 851		60 851	28 599
	22	501 383	632 013		632 013	727 861

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	408 024	387 101	225 095	612 196	571 499
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27					
Élimination	28	1 057 805	1 006 419	101 895	1 108 314	1 094 199
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					122 330
Tri et conditionnement	30	191 284	409 565		409 565	185 454
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	401 653	475 378		475 378	413 080
Autres	34					
Plan de gestion	35	65 675	65 371		65 371	104 918
Autres	36					
Cours d'eau	37	5 796	18 911		18 911	1 984
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	2 130 237	2 362 745	326 990	2 689 735	2 493 464
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	274 750	611 045		611 045	567 011
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					3 000
	44	274 750	611 045		611 045	570 011
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	394 607	348 676		348 676	334 575
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 271 841	1 536 486		1 536 486	1 389 464
Tourisme	49	210 596	206 918		206 918	224 100
Autres	50	583 966	556 237		556 237	309 535
Autres	51					48 906
	52	2 461 010	2 648 317		2 648 317	2 306 580

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57	223 912	182 722	91 228	273 950	220 395
Expositions et foires	58					
Autres	59	100 470	119 306		119 306	39 088
	60	324 382	302 028	91 228	393 256	259 483
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					103 833
	66					103 833
	67	324 382	302 028	91 228	393 256	363 316
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	72 907	144 904		144 904	157 680
Autres frais	70	8 000	7 244		7 244	7 818
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	80 907	152 148		152 148	165 498
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		630 785	(630 785)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : La Vallée-de-la-Gatineau

Code géographique : AR830

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	10
Frais de financements par activités	11
Rénumération des élus	12
Questionnaire	13

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	19 354	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	37 792	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	509 504	826 274
Autres infrastructures	11	239 291	55 129
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 728	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	119 158	69 229
Ameublement et équipement de bureau	18	79 715	44 724
Machinerie, outillage et équipement divers	19		30 972
Terrains	20		39 022
Autres	21		
	22	1 006 542	1 065 350

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	19 354	881 403
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32	786 587	
Autres immobilisations	33	200 601	183 947
	34	1 006 542	1 065 350

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 491 095		1 909 905	2 581 190
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 237 127	1 545 305		3 782 432
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 728 222	1 545 305	1 909 905	6 363 622
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	6 728 222	1 545 305	1 909 905	6 363 622
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 728 222	1 545 305	1 909 905	6 363 622

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	6 363 622
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	936 317
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	7 299 939
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
Endettement net à long terme	17	7 299 939
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	7 299 939
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	7 299 939
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
83090	Aumond		270 565
83045	Blue Sea		538 870
83085	Bois-Franc		129 944
83050	Bouchette		340 048
83040	Cayamant		453 372
83070	Déléage		429 899
83005	Denholm		227 860
83075	Egan-Sud		148 170
83032	Gracefield		1 191 742
83095	Grand-Remous		368 069
83015	Kazabazua		416 073
83020	Lac-Sainte-Marie		456 706
83010	Low		444 685
83065	Maniwaki		644 055
83060	Messines		671 097
83088	Montcerf-Lytton		206 999
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau		290 524
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau		71 261
		1	7 299 939

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 006 542	1 065 350
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 006 542	1 065 350

SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
	Ensemble des municipalités		
83090	Aumond		132 036
83045	Blue Sea		220 341
83085	Bois-Franc		67 089
83050	Bouchette		192 726
83040	Cayamant		207 489
83070	Déléage		232 111
83005	Denholm		108 024
83075	Egan-Sud		87 259
83032	Gracefield		698 529
83095	Grand-Remous		198 075
83015	Kazabazua		166 213
83020	Lac-Sainte-Marie		258 057
83010	Low		186 104
83065	Maniwaki		589 373
83060	Messines		304 153
83088	Montcerf-Lytton		118 383
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau		141 994
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau		38 960
		1	3 946 916
	Certaines municipalités		
83090	Aumond		26 961
83045	Blue Sea		36 639
83085	Bois-Franc		11 838
83050	Bouchette		22 078
83040	Cayamant		44 185
83070	Déléage		49 424
83005	Denholm		24 830
83075	Egan-Sud		13 347
83032	Gracefield		89 762
83095	Grand-Remous		39 302
83015	Kazabazua		37 260
83020	Lac-Sainte-Marie		34 745
83010	Low		36 846
83060	Messines		58 214
83088	Montcerf-Lytton		21 249
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau		23 706
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau		3 256
		2	573 642
		3	4 520 558

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	178 444	178 444	166 650
Évaluation	2	703 194	703 194	508 509
Autres	3	860 526	860 526	831 104
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	64 585	64 585	120 681
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	8			
Enlèvement de la neige	9			
Autres	10			
Transport collectif	11	144 000	144 000	143 991
Autres	12			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13			
Réseau de distribution de l'eau potable	14			
Traitement des eaux usées	15	573 642	573 642	628 731
Réseaux d'égout	16			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	17	961 829	983 174	1 044 627
Matières recyclables	18	83 783	83 783	150 249
Autres	19	48 800	48 800	80 466
Cours d'eau	20	4 390	4 390	3 120
Protection de l'environnement	21			
Autres	22			
Santé et bien-être				
Logement social	23			
Autres	24	3 000	3 000	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	25	96 491	96 491	89 241
Rénovation urbaine	26			
Promotion et développement économique	27	352 479	352 479	332 670
Autres	28	129 055	129 055	181 498
Loisirs et culture				
Activités récréatives	29	235 159	235 159	226 455
Activités culturelles				
Bibliothèques	30			
Autres	31	59 836	59 836	24 707
	32	4 499 213	4 520 558	4 532 699

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	6,00	35,00	10 920,00	567 697	132 947	700 644
Professionnels	2	12,00	35,00	21 840,00	798 736	214 187	1 012 923
Cols blancs	3	18,00	35,00	32 760,00	973 043	276 239	1 249 282
Cols bleus	4	5,00	40,00	10 400,00	152 586	37 628	190 214
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	41,00		75 920,00	2 492 062	661 001	3 153 063
Élus	9	18,00			317 774	56 228	374 002
	10	59,00			2 809 836	717 229	3 527 065

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	427 162				427 162
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	2 733 511	468 880	180 000		3 382 391
	17	3 160 673	468 880	180 000		3 809 553

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	7 757	5 023
Autres	3	7 823	8 945
	4	15 580	13 968
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	5 507	6 135
	15	5 507	6 135
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	24 931	28 240
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	36 889	56 757
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	61 820	84 997
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	69 241	60 398
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	69 241	60 398
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité	40		
	41	152 148	165 498

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Chantal Lamarche	70 599	14 247
Gilles Bastien	8 240	4 120
Robert Bergeron	9 692	4 846
Roch Carpentier	10 040	5 020
Ronald Cross	9 542	4 771
Alain Fortin	16 519	8 260
Francine Fortin	16 519	8 260
Laurent Fortin	10 490	5 245
Neil Gagnon	8 574	4 287
Gaetan Guindon	10 584	5 292
Julie Jolivette	9 038	4 519
Gary Lachapelle	9 686	4 843
Joceylne Lyrette	8 570	4 285
Nicolas Malette	8 850	4 425
Alphée Moreau	8 387	4 193
Raymond Morin	8 295	4 147
Carole Robert	8 666	4 333
Real Rochon	9 874	4 937

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**	**NON**	**S.O.**
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	250 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2		3	4 X

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5		6 X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	$		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8		9 X	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	**OUI**	**NON**
La question 13 s'adresse aux MRC seulement		
13. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	62	63 X
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1		2	X		
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X		
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9	X	10		11	
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12	X	13		14	
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15	X	16		17	

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Claude-Ann Langevin, CPA, CGA , atteste que le rapport financier de La Vallée-de-la-Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-19.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par La Vallée-de-la-Gatineau.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que La Vallée-de-la-Gatineau consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que La Vallée-de-la-Gatineau détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-25 14:20:14

Date de transmission au Ministère : 2020/05/26

S68